



Fondé le 18 avril 1901

Reconnu d'utilité publique

CONSEIL NATIONAL DES FEMMES FRANÇAISES

contact@cnff.fr - www.cnff.fr

Participation au Grand Débat National – Réunion du 6 février 2019 à PARIS 75007

▪ *Thème 1 : Impôts, dépenses et action publique*

« Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ? ».

- Impôt sur les revenus à repenser afin qu'il soit plus juste (tranches fiscales – niches fiscales à l'exception de celles privilégiant le soutien aux personnes, l'entrepreneuriat et la protection de l'environnement)
- Diminuer les impôts des personnes seules, divorcées, veuves qui subissent de nombreuses taxes et charges incompressibles (logement, eau, électricité, gaz, etc...)
- Arrêter de pénaliser les familles, respecter le principe d'universalité des allocations familiales et améliorer plutôt que diminuer les mesures fiscales destinées à aider à payer les modes de garde (cela est indispensable à la conciliation vie professionnelle/vie familiale)
- Réindexer les pensions des retraités lesquels ont perdu 2% de pouvoir d'achat, car ils subissent de plein fouet l'inflation
- Revaloriser le SMIC ou l'adapter au prix du logement car il est impossible de vivre avec un SMIC dans les grandes villes
- Eviter le tropisme anti classes moyennes supérieures qui a déjà travaillé dur, payé régulièrement ses impôts, qui supportent les avantages faits aux très riches et paient finalement pour tout le monde.

« Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ? »

- Préserver les services indispensables et les développer afin qu'ils restent un service public en adéquation avec la réalité du terrain social.(école, médecin, infirmière, poste, commerces.)



- Réintégrer de l'humanité (notamment dans les CAF où la dématérialisation peut poser problème aux familles démunies ou en attente d'une réponse rapide pour le soutien à la garde d'enfants)
- Simplification des documents pour accéder à des aides
- Adapter le système de dépendance à la réalité du terrain et multiplier les réponses aux demandes sans se contenter de créer de grandes structures impersonnelles dans des villes souvent éloignées. Il faut favoriser le maintien à domicile ainsi que l'accueil dans des structures de proximité à un prix accessible; il faut donc former et payer correctement les personnels nécessaires (ADMR, infirmières, kinésithérapeutes...) et lutter contre la désertification médicale
- Créer un point d'accès à internet au sein des mairies pour les démarches indispensables de la vie courante pour les personnes n'y ayant pas accès à domicile.
- Continuer et amplifier le soutien financier aux associations ayant une mission d'intérêt général confiée par l'Etat pour soutenir les femmes, les enfants, les familles et les victimes de toutes formes d'agression.

« *Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?* ».

L'ascenseur social ne fonctionne plus. L'éducation et l'enseignement sont sclérosés, ils ne sont plus adaptés au monde économique digital dans de nombreuses filières et un certain nombre de domaines et Il faut aussi adapter l'enseignement supérieur.

Propositions :

- Permettre à chacun de s'intégrer selon ses possibilités - priorité : l'éducation sous tous ses aspects dès le premier âge – le logement – l'accès à la santé - recréer du lien
- Eduquer les enfants dès le plus jeune âge à l'égalité F/H et au respect de la différence ainsi qu'à la formation continue
- Améliorer la qualité de l'instruction et l'adapter aux nouvelles technologies
- Rémunérer les enseignants à leur juste valeur
- Evaluer la pertinence des enseignements et les adapter au numérique
- Valoriser les métiers de service qui sont souvent choisis par les femmes, leur assurant ainsi une retraite correcte
- Problème des mères célibataires
- Multiplier les modes de garde - construction de crèches - Accueillir positivement au sein des entreprises et administrations l'annonce par une employée et/ou cadre, de sa prochaine maternité, mettre à la disposition des employés des services d'aide pour leurs enfants et avoir plus de souplesse. Prioriser l'humain
- Violences dans le cercle privé : inciter les femmes victimes de violences avec enfants et leurs proches à porter plainte; donner plus de moyens aux commissariats de police et aux gendarmeries pour prendre les plaintes des femmes victimes de violences ; inciter les médecins généralistes face aux femmes victimes de violences à les convaincre de réagir.
- Favoriser l'accès au droit pour tous en repensant les conditions des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle notamment en matière de droit de la famille.



- Instaurer un observatoire de l'application des lois (celles contre les violences et la prostitution sont insuffisamment appliquées par exemple)
- Instaurer une procédure plus rapide et des sanctions plus sévères dans les cas de non paiement de la pension alimentaire qui paupérise la femme et les enfants.

▪ *Thème 2 : L'organisation de l'Etat et des collectivités publiques*

« Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ? ».

- Diminuer les services publics centralisés au profit des services de proximité (la mairie)
- Former les secrétaires de mairie de manière polyvalente, au moins un fonctionnaire ou contractuel de mairie qui puisse répondre à tous les besoins
- Bannir l'intercommunalité imposée
- Exiger des corps intermédiaires, des élus, et des associations une meilleure lisibilité du tissu économique et social français afin de prévenir les fractures sociétales

« Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ? »

- Créer des points d'accès à internet dans les villages, pourquoi pas dans les mairies ou à la poste
- On n'est pas capable en France de trouver une solution à la solitude : Donner les moyens d'accéder aux services publics aux citoyens, car l'accès au digital n'est pas accessible sans moyens financiers et intellectuels (40% des personnes dans les quartiers défavorisés n'ont pas accès au numérique) – fracture numérique du 3^{ème} et 4^{ème} âge.
- chaque administration régionale ou départementale doit décentraliser ses services sociaux , ou économiques en organisant des tournées régulières en mairie pour permettre l'information et la prise en charge des personnes ayant du mal à se déplacer ou mal informées
- Lutter contre les zones blanches qui représentent une exclusion d'emblée du fait de décision politique plus que des opérateurs internet

▪ *Thème 3 : La transition écologique*

La transition écologique pour les voitures passe par le bioéthanol qui n'est ni polluant ni taxé par l'Etat. Le problème qui va se poser avec les voitures électriques concerne les batteries qui sont polluantes et on ne sait pas les recycler.



« Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ? ».

- Diversifier les moyens de transports et encourager les transports alternatifs.
- Aider les maires à adapter les services aux besoins (espaces de covoiturage, développement des transports en commun et des transports à la demande)
- Accorder des aides universelles pour les personnes qui font des travaux pour rendre leur logement plus écologique
- Ajouter un guichet unique pour l'isolation des logements
- Développer le chauffage au bois et les pompes à chaleur
- Economiser et protéger la pureté de l'eau, notamment du nitrate

▪ *Thème 4 : Démocratie et citoyenneté*

« Faut-il reconnaître le vote blanc ? Faut-il rendre le vote obligatoire ? ».

- Reconnaître le vote blanc

« Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ? »

- Aucune proportionnelle aux élections législatives.

« Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ? »

- Oui, il faut limiter le nombre de parlementaires et de conseillers aux collectivités territoriales mais inciter les femmes à briguer des postes de présidence dans les différentes institutions (Assemblée nationale, Sénat, collectivités territoriales, gouvernement, présidence de la République)

« Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Economique, Social et Environnemental doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? Faut-il les transformer et comment ? »

- Il faut préserver le Sénat – le rôle du CESE doit faire l'objet d'une réflexion approfondie.

« Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ? »



- Non, il ne faut pas accroître le recours aux référendums.

« Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ? Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ? ».

- Supprimer l'adjectif « française » quand on parle de laïcité : il s'agit de laïcité, tout simplement
- Ne pas toucher à la loi 1905

« Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ? »

- Eviter les regroupements des populations issues de l'immigration, propices aux ghettos
- Apprentissage du français et éducation des enfants – favoriser et encourager l'aide des associations et ONG
- Réflexion en cours - organisation d'un colloque le 4 avril 2019 : « France- Europe : immigration, réfugiés, réfugiées, migrants, migrantes, quel avenir ? »